

A – Statistiques judiciaires de la Cour de Justice ¹

Activité générale de la Cour de justice

1. Affaires clôturées, introduites, pendantes (1999-2003)

Affaires clôturées

2. Nature des procédures (1999-2003)
3. Arrêts, ordonnances, avis (2003)
4. Formation de jugement (2003)
5. Matière du recours (2003)
6. Référé prononcés: sens de la décision (2003)
7. Arrêts en manquement d'État: sens de la décision (2003)
8. Durée des procédures (1999-2003)

Affaires introduites

9. Nature des procédures (1999-2003)
10. Affaires introduites – Recours directs – Nature du recours (2003)
11. Affaires introduites – Matière du recours (2003)
12. Recours en manquement d'État (1999-2003)

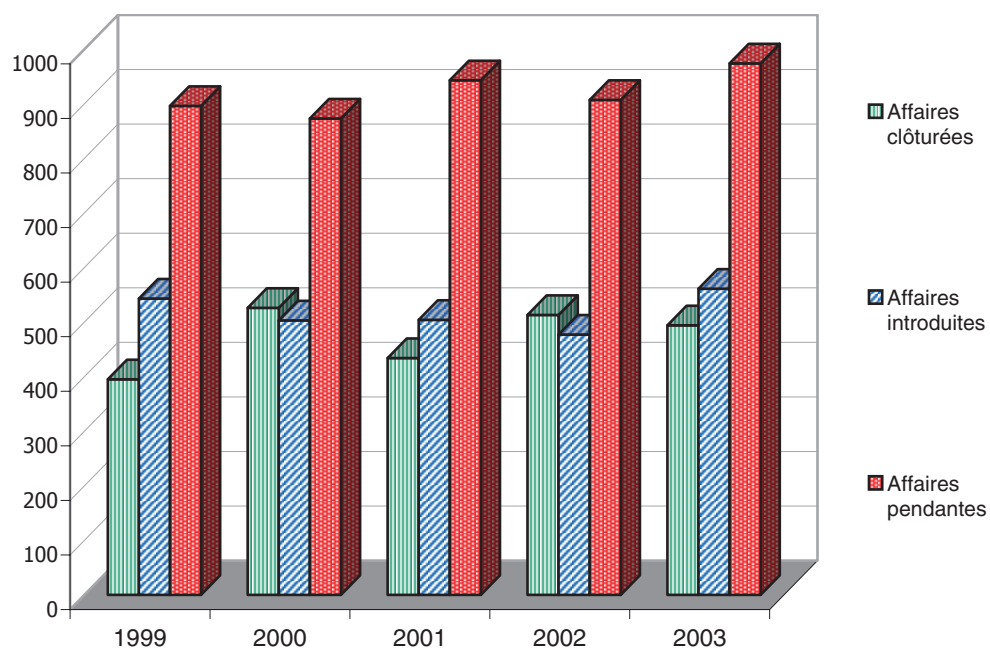
Affaires pendantes au 31 décembre

13. Nature des procédures (1999-2003)
14. Formation de jugement (2003)

Évolution générale de l'activité judiciaire (1952-2003)

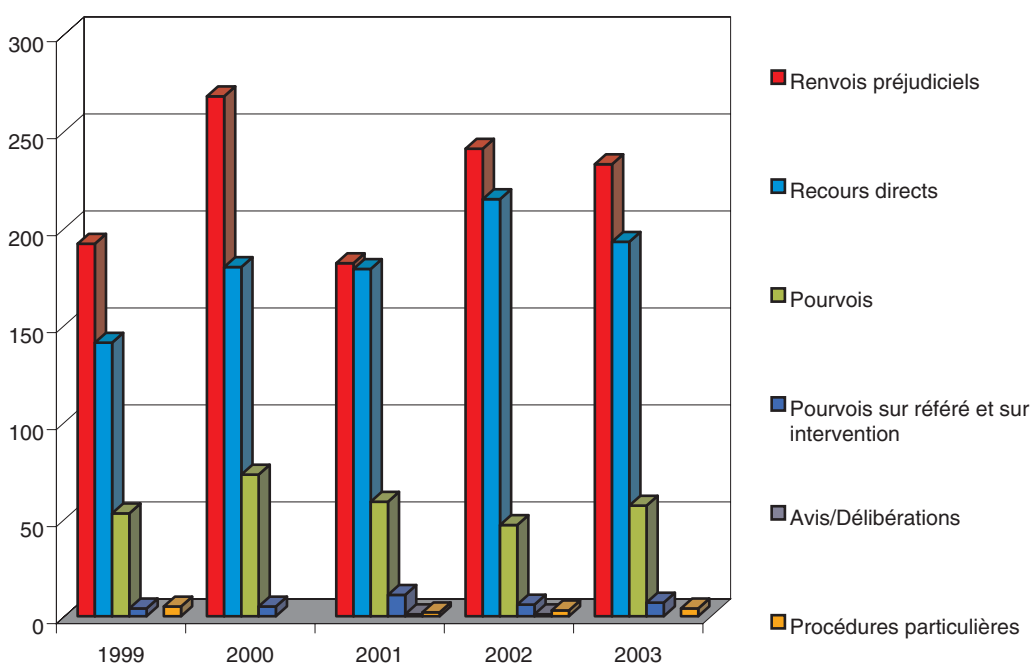
15. Affaires introduites et arrêts
16. Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par année)
17. Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par juridiction)
18. Recours en manquement d'État introduits

¹ La mise en service de nouveaux logiciels en 2002 a permis la présentation des statistiques reprises dans le rapport annuel selon des critères d'évidence majeure. Les tableaux et graphiques ont pu, en grande partie, être revus et améliorés, au prix de quelques aménagements. Dans la mesure du possible, une cohérence avec les tableaux des années précédentes a été maintenue.

Activité générale de la Cour de justice**1. Affaires clôturées, introduites, pendantes (1999-2003) ¹**

	1999	2000	2001	2002	2003
Affaires clôturées	395	526	434	513	494
Affaires introduites	543	503	504	477	561
Affaires pendantes	896	873	943	907	974

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).^λ

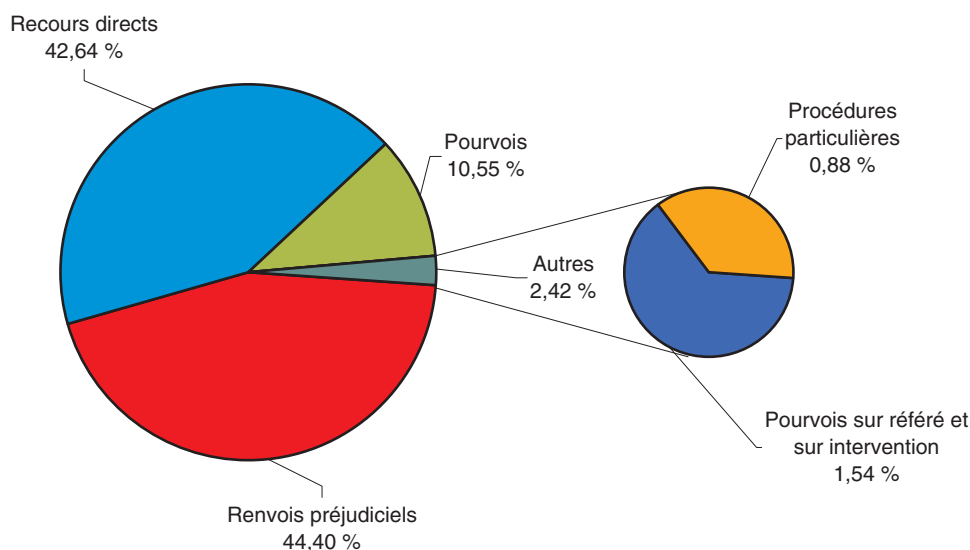
Affaires clôturées**2. Nature des procédures (1999-2003) ^{1 2}**

	1999	2000	2001	2002	2003
Renvois préjudiciels	192	268	182	241	233
Recours directs	141	180	179	215	193
Pourvois	53	73	59	47	57
Pourvois sur référé et sur intervention	4	5	11	6	7
Avis/Délibérations			1	1	
Procédures particulières	5		2	3	4
Total	395	526	434	513	494

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² Sont considérées comme «procédures particulières»: la taxation des dépens (article 74 règlement de procédure); l'assistance judiciaire (article 76 règlement de procédure); l'opposition à un arrêt (article 94 règlement de procédure); la tierce opposition (article 97 règlement de procédure); l'interprétation d'un arrêt (article 102 règlement de procédure); la révision d'un arrêt (article 98 règlement de procédure); la rectification d'un arrêt (article 66 règlement de procédure); la procédure de saisie-arrêt (protocole sur les privilèges et immunités); les affaires en matière d'immunité (protocole sur les privilèges et immunités).

3. Affaires clôturées – Arrêts, ordonnances, avis (2003) ¹



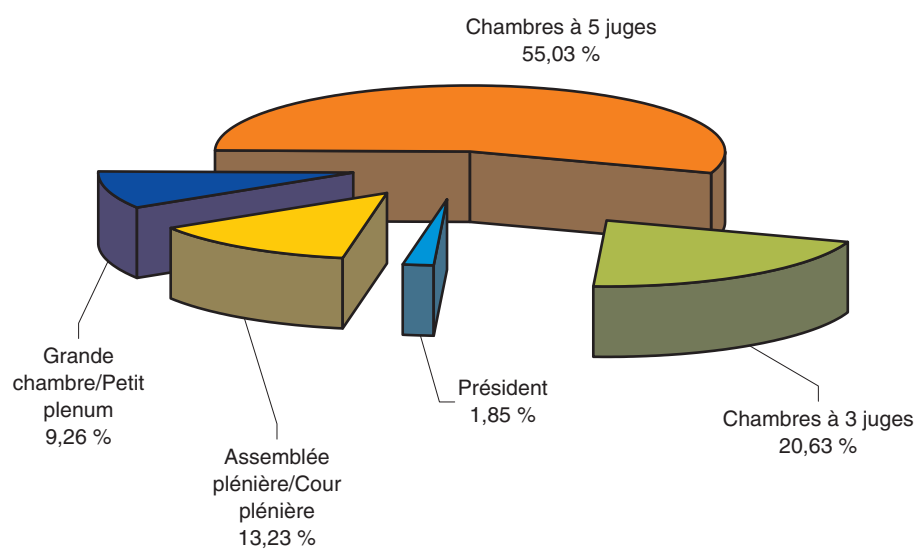
	Arrêts	Ordonnances à caractère juridictionnel ²	Ordonnances de référé ³	Autres ordonnances ⁴	Avis	Total
Renvois préjudiciels	158	14		30		202
Recours directs	118	1	3	72		194
Pourvois	31	11	3	3		48
Pourvois sur référé et sur intervention			6	1		7
Avis/Délibérations						
Procédures particulières	1	3				4
Total	308	29	12	106	0	455

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres nets) indiquent le nombre d'affaires compte tenu des jonctions pour cause de connexité (une série d'affaires jointes = une affaire).

² Ordonnances à caractère juridictionnel mettant fin à une instance (irrecevabilité, irrecevabilité manifeste...).

³ Ordonnances rendues à la suite d'une demande fondée sur l'article 185 ou 186 du traité CE (devenus articles 242 CE et 243 CE) ou sur l'article 187 du traité CE (devenu article 244 CE) ou encore sur les dispositions correspondantes des traités EA et CA ou encore à la suite d'un pourvoi contre une ordonnance de référé ou d'intervention.

⁴ Ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal.

4. Affaires clôturées – Formation de jugement (2003) ¹

	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total
Assemblée plénière/Cour plénière	48	2	50
Grande chambre/Petit plenum	35		35
Chambres à 5 juges	200	8	208
Chambres à 3 juges	51	27	78
Président		7	7
Total	334	44	378

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² À caractère juridictionnel mettant fin à une instance (autres que les ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal)

5. Affaires clôturées – Matière du recours (2003) ¹

	Arrêts/Avis	Ordonnances ²	Total
Adhésion de nouveaux États	2		2
Agriculture	34	3	37
Aides d'État	14	7	21
Citoyenneté européenne	1		1
Concurrence	11	2	13
Convention de Bruxelles	4		4
Droit des entreprises	15	2	17
Droit institutionnel	9	3	12
Environnement et consommateurs	42	6	48
Fiscalité	25	1	26
Justice et Affaires intérieures	2	1	3
Liberté d'établissement	9	4	13
Libre circulation des capitaux	3		3
Libre circulation des marchandises	19		19
Libre circulation des personnes	11		11
Libre prestation des services	15		15
Politique commerciale	4		4
Politique de la pêche		2	2
Politique industrielle	4		4
Politique sociale	20		20
Principes de droit communautaire	7	1	8
Privilèges et immunités	1		1
Propriété intellectuelle	4		4
Rapprochement des législations	33	1	34
Relations extérieures	5	3	8
Ressources propres des Communautés	1		1
Sécurité sociale des travailleurs migrants	5		5
Transports	6		6
Union douanière	7	1	8
Traité CE	313	37	350
Traité CA	14	1	15
Traité EA	2		2
Privilèges et immunités		1	1
Procédure	1	2	3
Statut des fonctionnaires	4	3	7
Divers	5	6	11
TOTAL GÉNÉRAL	334	44	378

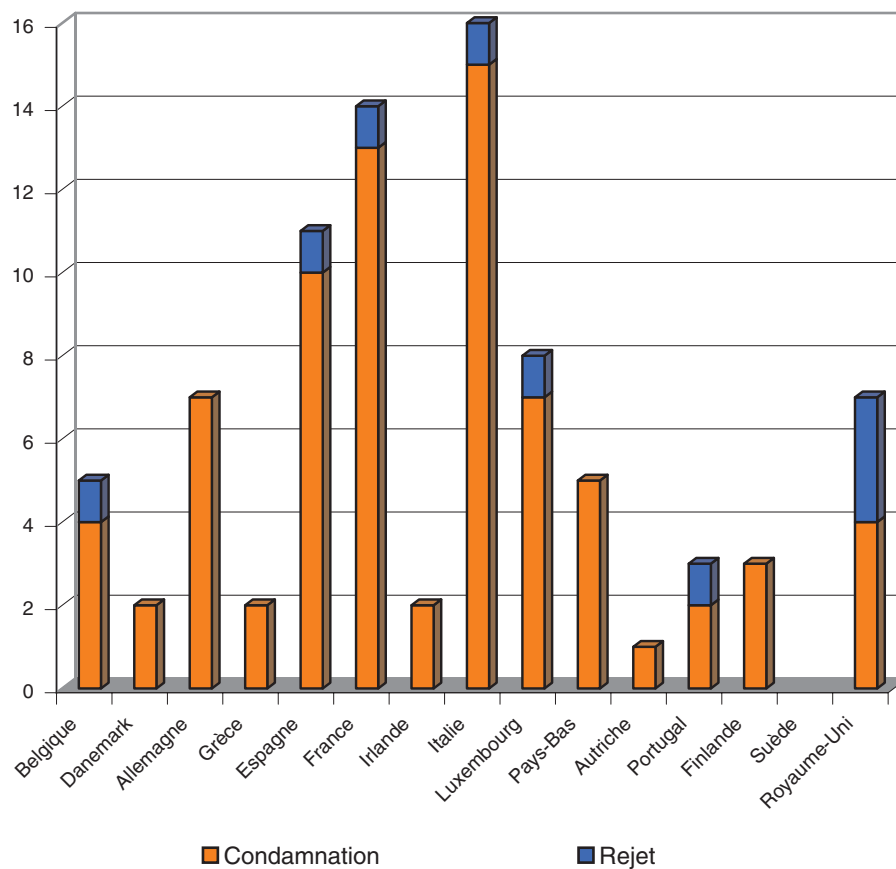
¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

² À caractère juridictionnel mettant fin à une instance (autres que les ordonnances mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal).

6. Référé prononcés: sens de la décision (2003) ¹

	Nombre de référés	Nombre de pourvois sur référé et sur intervention	Sens de la décision	
			Rejet/Confirmation décision attaquée	Accord/Annulation décision attaquée
Adhésion de nouveaux États	1		1	
Aides d'État	1			1
Concurrence		1	1	
Droit institutionnel	1	1	2	
Environnement et consommateurs	2	1	2	1
Relations extérieures		2	2	
Transports	1			1
Total traité CE	6	5	8	3
Divers		2	2	
TOTAL GÉNÉRAL	6	7	10	3

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres nets) indiquent le nombre d'affaires compte tenu des jonctions pour cause de connexité (une série d'affaires jointes = une affaire).

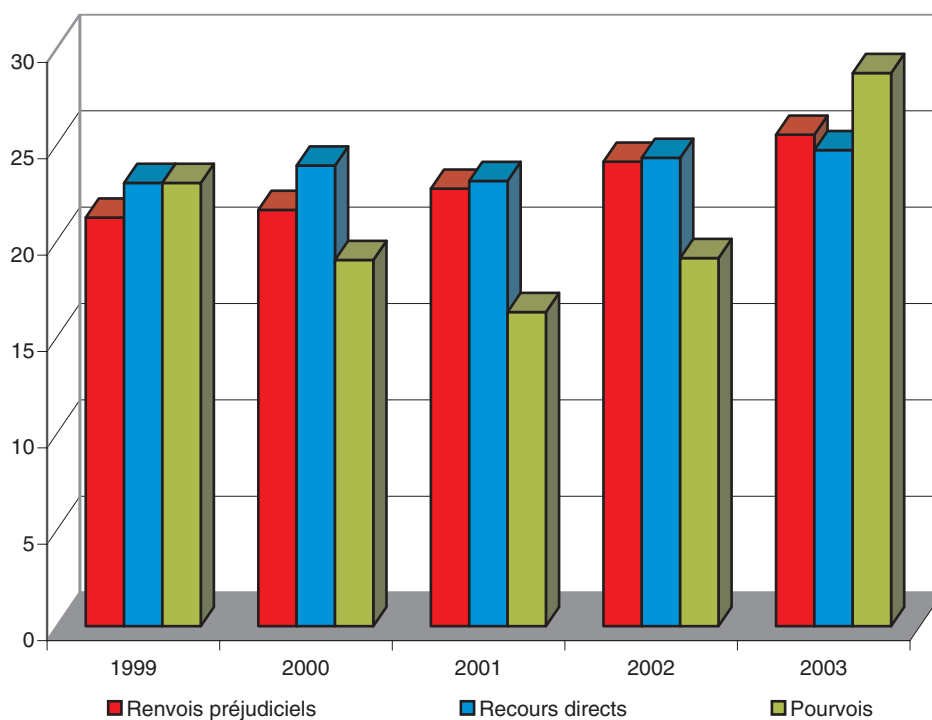
7. Affaires clôturées – Arrêts en manquement d'État: sens de la décision (2003) ¹

	Condamnation	Rejet	Total
Belgique	4	1	5
Danemark	2		2
Allemagne	7		7
Grèce	2		2
Espagne	10	1	11
France	13	1	14
Irlande	2		2
Italie	15	1	16
Luxembourg	7	1	8
Pays-Bas	5		5
Autriche	1		1
Portugal	2	1	3
Finlande	3		3
Suède			
Royaume-Uni	4	3	7
Total	77	9	86

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres nets) indiquent le nombre d'affaires compte tenu des jonctions pour cause de connexité (une série d'affaires jointes = une affaire).

8. Affaires clôturées – Durée des procédures (1999-2003) ¹

(arrêts et ordonnances à caractère juridictionnel) ²

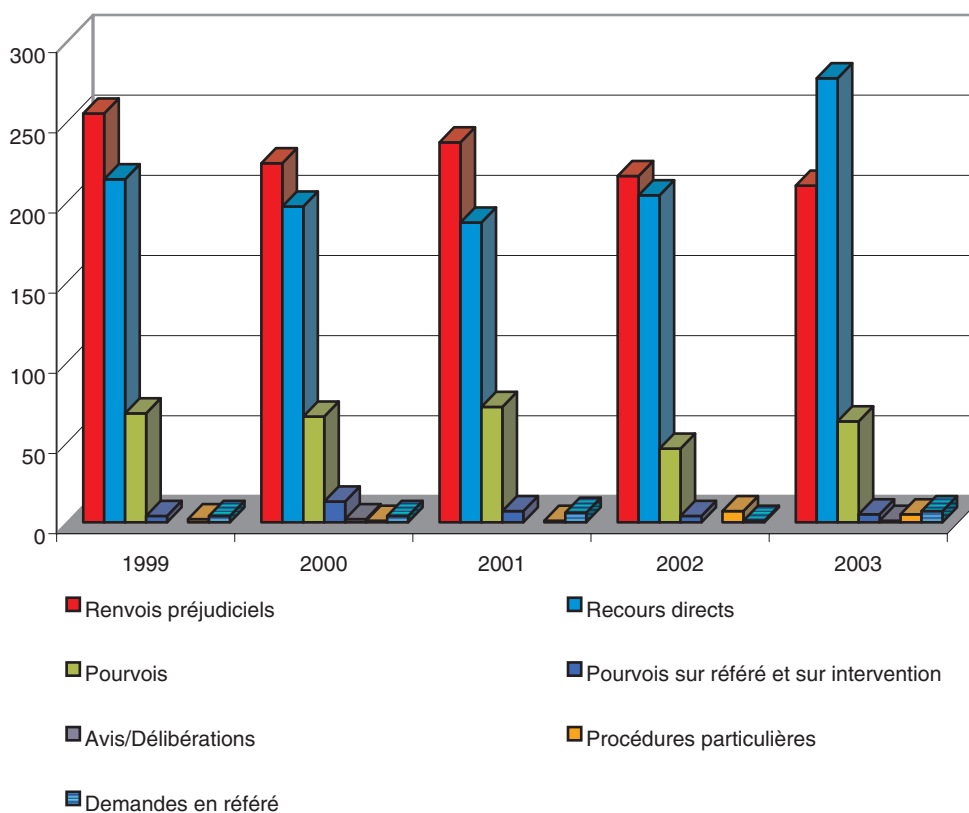


	1999	2000	2001	2002	2003
Renvois préjudiciels	21,2	21,6	22,7	24,1	25,5
Recours directs	23	23,9	23,1	24,3	24,7
Pourvois	23	19	16,3	19,1	28,7

¹ Sont exclus des calculs sur la durée des procédures: les affaires comportant un arrêt interlocutoire ou une mesure d'instruction; les avis et délibérations; les procédures particulières (à savoir: la taxation des dépens, l'assistance judiciaire, l'opposition à un arrêt, la tierce opposition, l'interprétation d'un arrêt, la révision d'un arrêt, la rectification d'un arrêt, la procédure de saisie-arrest et les affaires en matière d'immunité); les affaires se terminant par une ordonnance de radiation, de non-lieu à statuer, de renvoi ou de transfert au Tribunal; les procédures en référé ainsi que les pourvois sur référé et sur intervention.

Les durées sont exprimées en mois et en dixièmes de mois.

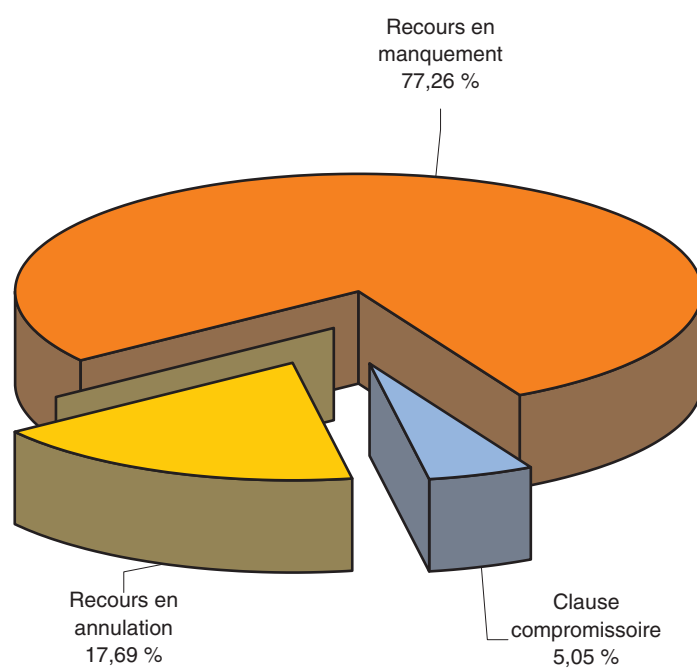
² Il s'agit des ordonnances autres que celles mettant fin à une instance par radiation, non-lieu à statuer ou renvoi au Tribunal.

Affaires introduites**9. Nature des procédures (1999-2003) ¹**

	1999	2000	2001	2002	2003
Renvois préjudiciels	255	224	237	216	210
Recours directs	214	197	187	204	277
Pourvois	68	66	72	46	63
Pourvois sur référé et sur intervention	4	13	7	4	5
Avis/Délibérations		2			1
Procédures particulières	2	1	1	7	5
Total	543	503	504	477	561
Demandes en référé	4	4	6	1	7

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

10. Affaires introduites – Recours directs – Nature du recours (2003) ¹



Recours en annulation	49
Recours en carence	
Recours en indemnité	
Recours en manquement	214
Clause compromissoire	14
Total	277

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

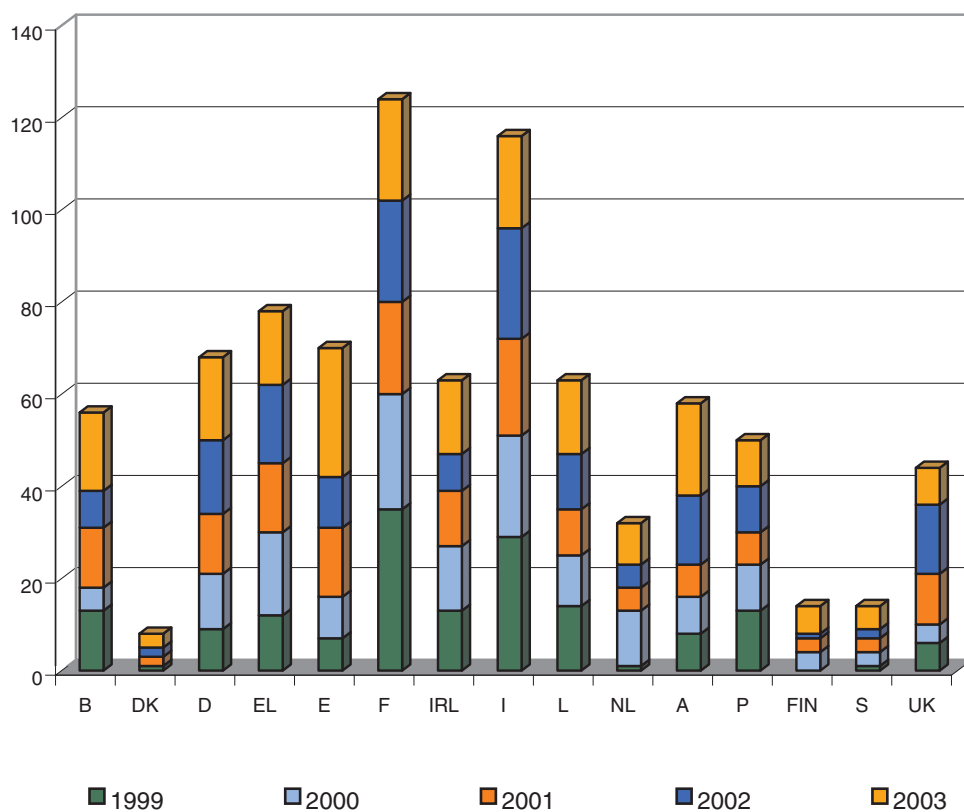
11. Affaires introduites ¹ – Matière du recours (2003) ²

	Recours directs	Renvois préjudiciels	Pourvois	Pourvois sur référé et sur intervention	Total	Procédures particulières
Adhésion de nouveaux États	1				1	
Agriculture	19	22	4		45	
Aides d'État	14	4	12		30	
Association des pays et territoires d'outre-mer			3		3	
Citoyenneté européenne		1			1	
Concurrence	6	6	8	1	21	
Convention de Bruxelles		6			6	
Droit des entreprises	10	19	1		30	
Droit institutionnel	21	1	4	1	27	
Énergie	1	3			4	
Environnement et consommateurs	54	11	3	1	69	
Fiscalité	9	24			33	
Justice et Affaires intérieures	1	2	2		5	
Liberté d'établissement	4	8			12	
Libre circulation des capitaux	1	4			5	
Libre circulation des marchandises	9	7			16	
Libre circulation des personnes	10	12	1		23	
Libre prestation des services	7	6	2		15	
Politique commerciale		1			1	
Politique de la pêche	12	1	2		15	
Politique industrielle	15	1			16	
Politique économique et monétaire		1			1	
Politique régionale	7				7	
Politique sociale	20	12			32	
Principes de droit communautaire		2			2	
Propriété intellectuelle	2		7		9	
Rapprochement des législations	22	28			50	
Recherche, informations, éducation, statistiques	1				1	
Relations extérieures		7	4	2	13	1
Ressources propres des Communautés	2				2	
Sécurité sociale des travailleurs migrants	1	6			7	
Tarif douanier commun		4			4	
Transports	22	1			23	
Union douanière	1	7	1		9	
Traité CE	272	207	54	5	538	1
Traité UE	1	3			4	
Traité EA	3				3	
Privilèges et immunités						1
Procédure						4
Statut des fonctionnaires	1		9		10	
Divers	1		9		10	5
TOTAL GÉNÉRAL	277	210	63	5	555	6

¹ Sans considérer les demandes en référé.

² Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

12. Affaires introduites – Recours en manquement d'État (1999-2003) ¹

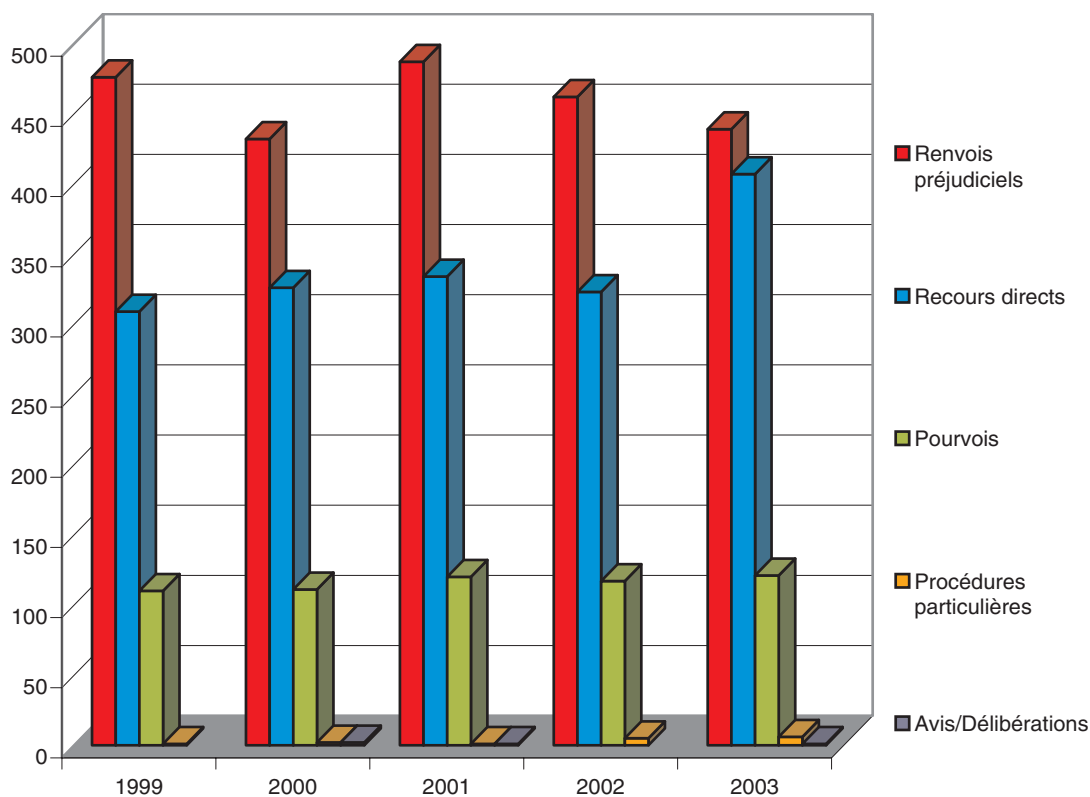


	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	TOTAL ²
1999	13	1	9	12	7	35	13	29	14	1	8	13		1	6	162
2000	5		12	18	9	25	14	22	11	12	8	10	4	3	4	157
2001	13	2	13	15	15	20	12	21	10	5	7	7	3	3	11	157
2002	8	2	16	17	11	22	8	24	12	5	15	10	1	2	15	168
2003	17	3	18	16	28	22	16	20	16	9	20	10	6	5	8	214

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

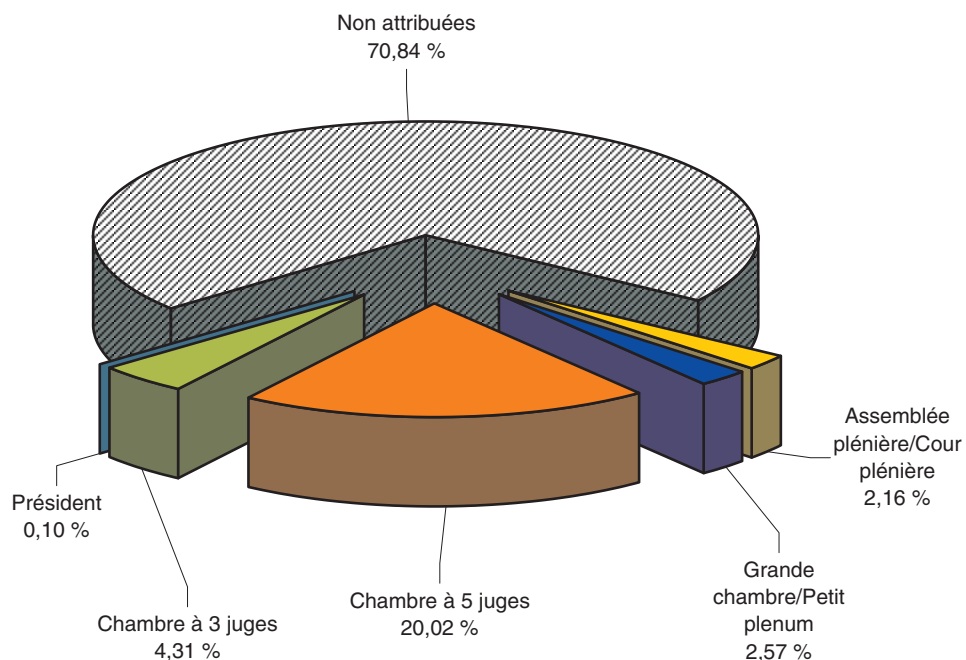
Articles 93, 169, 170, 171, 225 du traité CE (devenus articles 88 CE, 226 CE, 227 CE, 228 CE et 298 CE), articles 141 EA, 142 EA, 143 EA et article 88 CA.

² Aucun recours fondé sur l'article 170 du traité CE (devenu article 227 CE) ne figure parmi ces années.

Affaires pendantes au 31 décembre ¹**13. Nature des procédures (1999-2003)**

	1999	2000	2001	2002	2003
Renvois préjudiciels	476	432	487	462	439
Recours directs	309	326	334	323	407
Pourvois	110	111	120	117	121
Procédures particulières	1	2	1	5	6
Avis/Délibérations		2	1		1
Total	896	873	943	907	974

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

14. Affaires pendantes au 31 décembre – Formation de jugement (2003) ¹

	Recours directs	Renvois préjudiciels	Pourvois	Autres procédures	Total
Non attribuées	338	276	74	2	690
Assemblée plénière/Cour plénière	5	12	4		21
Grande chambre/Petit plenum	3	19	3		25
Chambre à 5 juges	47	110	37	1	195
Chambre à 3 juges	14	22	3	3	42
Président				1	1
Total	407	439	121	7	974

¹ Les chiffres mentionnés (chiffres bruts) indiquent le nombre total d'affaires indépendamment des jonctions pour cause de connexité (un numéro d'affaire = une affaire).

Évolution générale de l'activité judiciaire (1952-2003)**15. Affaires introduites et arrêts**

Années	Affaires introduites ¹						Arrêts ²
	Recours directs ³	Renvois préjudiciels	Pourvois	Pourvois sur référé et sur intervention	Total	Demandes en référé	
1953	4				4		
1954	10				10		2
1955	9				9	2	4
1956	11				11	2	6
1957	19				19	2	4
1958	43				43		10
1959	47				47	5	13
1960	23				23	2	18
1961	25	1			26	1	11
1962	30	5			35	2	20
1963	99	6			105	7	17
1964	49	6			55	4	31
1965	55	7			62	4	52
1966	30	1			31	2	24
1967	14	23			37		24
1968	24	9			33	1	27
1969	60	17			77	2	30
1970	47	32			79		64
1971	59	37			96	1	60
1972	42	40			82	2	61
1973	131	61			192	6	80
1974	63	39			102	8	63
1975	61	69			130	5	78
1976	51	75			126	6	88
1977	74	84			158	6	100
1978	145	123			268	7	97
1979	1216	106			1322	6	138
1980	180	99			279	14	132
1981	214	108			322	17	128
1982	216	129			345	16	185
1983	199	98			297	11	151
1984	183	129			312	17	165
1985	294	139			433	22	211
1986	238	91			329	23	174
1987	251	144			395	21	208
1988	194	179			373	17	238
1989	246	139			385	20	188
1990 ⁴	222	141	15	1	379	12	193
1991	142	186	13	1	342	9	204
1992	253	162	24	1	440	4	210
1993	265	204	17		486	13	203
1994	128	203	12	1	344	4	188
1995	109	251	46	2	408	3	172
1996	132	256	25	3	416	4	193
1997	169	239	30	5	443	1	242
1998	147	264	66	4	481	2	254
1999	214	255	68	4	541	4	235
2000	199	224	66	13	502	4	273
2001	187	237	72	7	503	5	244
2002	204	216	46	4	470	1	269
2003	278	210	63	5	556	7	308
Total	7305	5044	563	51	12963	334	6090

¹ Chiffres bruts; procédures particulières exclues.

² Chiffres nets.

³ Y compris les avis.

⁴ À partir de 1990, les recours de fonctionnaires sont introduits devant le Tribunal de première instance.

16. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952-2003) – Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par année) ¹

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	Benelux ²	Total
1961										1							1
1962										5							5
1963									1	5							6
1964								2		4							6
1965			4			2				1							7
1966										1							1
1967	5		11			3			1	3							23
1968	1		4			1		1		2							9
1969	4		11			1			1								17
1970	4		21			2		2		3							32
1971	1		18			6		5	1	6							37
1972	5		20			1		4		10							40
1973	8		37			4		5	1	6							61
1974	5		15			6		5		7					1		39
1975	7	1	26			15		14	1	4					1		69
1976	11		28			8	1	12		14					1		75
1977	16	1	30			14	2	7		9					5		84
1978	7	3	46			12	1	11		38					5		123
1979	13	1	33			18	2	19	1	11					8		106
1980	14	2	24			14	3	19		17					6		99
1981	12	1	41			17		11	4	17					5		108
1982	10	1	36			39		18		21					4		129
1983	9	4	36			15	2	7		19					6		98
1984	13	2	38			34	1	10		22					9		129
1985	13		40			45	2	11	6	14					8		139
1986	13	4	18	2	1	19	4	5	1	16					8		91
1987	15	5	32	17	1	36	2	5	3	19					9		144
1988	30	4	34		1	38		28	2	26					16		179
1989	13	2	47	2	2	28	1	10	1	18		1			14		139
1990	17	5	34	2	6	21	4	25	4	9		2			12		141
1991	19	2	54	3	5	29	2	36	2	17		3			14		186
1992	16	3	62	1	5	15		22	1	18		1			18		162
1993	22	7	57	5	7	22	1	24	1	43		3			12		204
1994	19	4	44		13	36	2	46	1	13		1			24		203
1995	14	8	51	10	10	43	3	58	2	19	2	5		6	20		251
1996	30	4	66	4	6	24		70	2	10	6	6	3	4	21		256
1997	19	7	46	2	9	10	1	50	3	24	35	2	6	7	18		239
1998	12	7	49	5	55	16	3	39	2	21	16	7	2	6	24		264
1999	13	3	49	3	4	17	2	43	4	23	56	7	4	5	22		255
2000	15	3	47	3	5	12	2	50		12	31	8	5	4	26	1	224
2001	10	5	53	4	4	15	1	40	2	14	57	4	3	4	21		237
2002	18	8	59	7	3	8		37	4	12	31	3	7	5	14		216
2003	18	3	43	4	8	9	2	45	4	28	15	1	4	4	22		210
Total	471	100	1364	74	145	655	44	796	56	582	249	54	34	45	374	1	5044

¹ Articles 177 du traité CE (devenu article 234 CE), 35, paragraphe 1, UE, 41 CA, 150 EA, protocole 1971.

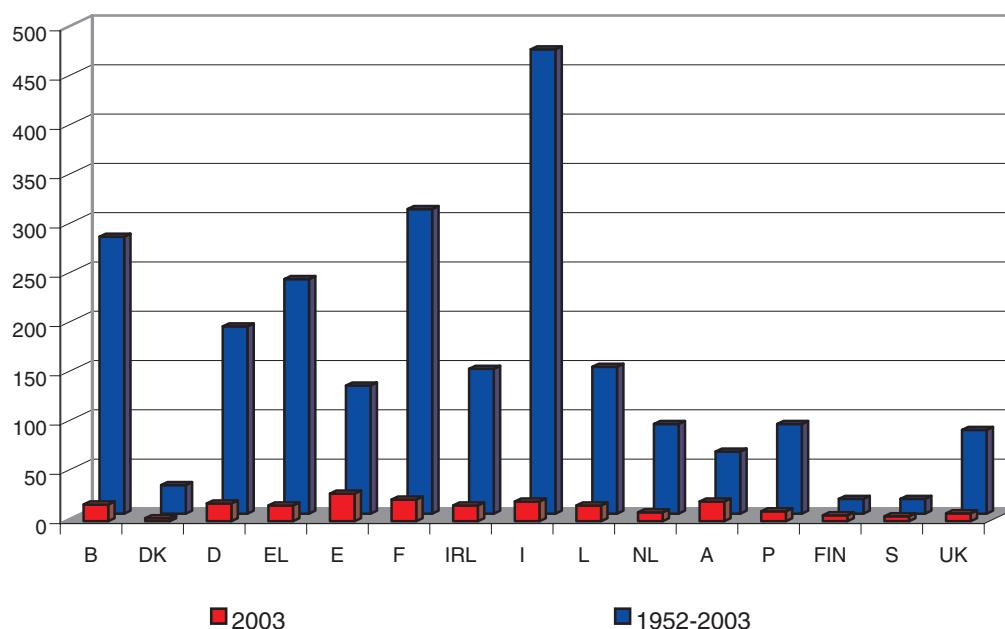
² Affaire C-265/00, Campina Melkunie.

17. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952-2003) – Renvois préjudiciels introduits (par État membre et par juridiction)

			Total
Belgique	Cour de cassation	56	471
	Cour d'arbitrage	2	
	Conseil d'État	32	
	Autres juridictions	381	
Danemark	Højesteret	19	100
	Autres juridictions	81	
Allemagne	Bundesgerichtshof	87	1364
	Bundesarbeitsgericht	16	
	Bundesverwaltungsgericht	58	
	Bundesfinanzhof	206	
	Bundessozialgericht	69	
	Staatsgerichtshof	1	
	Autres juridictions	927	
Grèce	Άρειος Πάγος	4	74
	Συμβούλιο της Επικρατείας	9	
	Autres juridictions	61	
Espagne	Tribunal Supremo	10	145
	Audiencia Nacional	1	
	Juzgado Central de lo Penal	7	
	Autres juridictions	127	
France	Cour de cassation	66	655
	Conseil d'État	26	
	Autres juridictions	563	
Irlande	Supreme Court	13	44
	High Court	15	
	Autres juridictions	16	
Italie	Corte suprema di Cassazione	77	796
	Consiglio di Stato	43	
	Autres juridictions	676	
Luxembourg	Cour supérieure de justice	10	56
	Conseil d'État	13	
	Cour administrative	4	
	Autres juridictions	29	
Pays-Bas	Raad van State	43	582
	Hoge Raad der Nederlanden	123	
	Centrale Raad van Beroep	42	
	College van Beroep voor het Bedrijfsleven	111	
	Tariefcommissie	34	
	Autres juridictions	229	
Autriche	Verfassungsgerichtshof	4	249
	Oberster Gerichtshof	51	
	Bundesvergabeamt	22	
	Verwaltungsgerichtshof	39	
	Vergabekontrollsenat	3	
	Autres juridictions	130	
Portugal	Supremo Tribunal Administrativo	30	54
	Autres juridictions	24	
Finlande	Korkein hallinto-oikeus	10	34
	Korkein oikeus	5	
	Autres juridictions	19	
Suède	Högsta Domstolen	4	45
	Marknadsdomstolen	3	
	Regeringsrätten	13	
	Autres juridictions	25	
Royaume-Uni	House of Lords	31	374
	Court of Appeal	27	
	Autres juridictions	316	
Benelux	Cour de justice/Gerechthof ¹	1	1
Total			5044

¹ Affaire C-265/00, Campina Melkunie.

18. Évolution générale de l'activité judiciaire (1952-2003) – Recours en manquement d'État introduits ¹



	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	Total
2003	17	3	18	16	28	22	16	20	16	9	20	10	6	5	8	214
1952-2003	281	29	190	238	130	309	147	471	149	91	63	91	15	15	85	2304

Au nombre des affaires introduites contre l'Espagne figure un recours fondé sur l'article 170 du traité CE (devenu article 227 CE), introduit par la Belgique.

Au nombre des affaires introduites contre la France figure un recours fondé sur l'article 170 du traité CE (devenu article 227 CE), introduit par l'Irlande.

Au nombre des affaires introduites contre le Royaume-Uni figurent deux recours fondés sur l'article 170 du traité CE (devenu article 227 CE), introduits respectivement par la France et l'Espagne.

¹ Articles 93, 169, 170, 171, 225 du traité CE (devenus articles 88 CE, 226 CE, 227 CE, 228 CE et 298 CE), articles 141 EA, 142 EA, 143 EA et article 88 CA.